

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WÄÄLSE GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1235

22 FEVRIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux attributions, à l'organisation, à la composition et au règlement d'ordre intérieur de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er;

Vu la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;

Vu le décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine culturel immobilier de la Communauté française;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe que la Région wallonne adopte d'urgence le règlement d'ordre intérieur de la Commission royale des monuments, sites et fouilles et qu'elle précise pour chaque composante de celle-ci l'exercice des compétences que lui attribue la législation;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

## CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre ayant les monuments, les sites et les fouilles dans ses attributions;

2<sup>o</sup> les fonctionnaires délégués : le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement et l'inspecteur général de la division de l'Administration;

3<sup>o</sup> l'Administration : la division des monuments, sites et fouilles du Ministère de la Région wallonne;

4<sup>o</sup> la commission royale : la commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne.

Art. 2. Il est institué pour la Région wallonne une Commission royale composée d'une commission régionale et de cinq commissions provinciales pour chacun des territoires suivants : la province de Hainaut, la province de Liège, la province de Luxembourg, la province de Namur et l'arrondissement administratif de Nivelles.

La commission régionale et les cinq commissions provinciales comprennent chacune trois sections : une section monuments, une section sites et une section fouilles.

## CHAPITRE II. — De la commission régionale

Art. 3. Hormis les cas d'urgence définis par le Ministre, la commission régionale exerce les compétences d'avis que la législation attribue à la Commission royale en matière d'inscription sur la liste de sauvegarde et de classement ainsi qu'en matière d'actes et de travaux pour lesquels est sollicitée l'intervention financière de la Région.

Dans son avis, la commission régionale reproduit l'avis ou le rapport adopté par la commission provinciale et, le cas échéant, motive le fait de s'en écarter.

La commission régionale adresse une copie de ses avis à la commission provinciale concernée.

Art. 4. La commission régionale rend ses avis au Ministre. La commission régionale est censée rendre un avis favorable si elle ne se prononce pas dans un délai de soixante jours à partir de la réception du dossier.

Lorsque le Ministre s'écarter de l'avis émis par la commission régionale, sa décision doit être motivée.

Art. 5. La commission régionale adresse au Ministre, au moins une fois l'an, des recommandations de politique générale en matière de monuments, de sites, de sites archéologiques, ainsi que de fouilles ou de découvertes archéologiques.

Art. 6. La commission régionale est composée de quarante-huit membres, nommés par l'Exécutif, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Art. 7. Ne peuvent être nommés membres de la commission régionale :

1<sup>o</sup> à quelque titre que ce soit, les agents de l'Administration;

2<sup>o</sup> les personnes âgées de plus de septante ans accomplis;

3<sup>o</sup> les personnes qui ne comptent pas au moins cinq années d'expérience en matière de monuments, de sites ou de fouilles.

Art. 8. La section monuments comprend vingt-quatre membres. La section sites et la section fouilles comprennent chacune douze membres.

Chaque section compte au moins un membre domicilié sur le territoire de la région de langue allemande. La nomination de ces membres s'effectue sur avis de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Art. 9. Chaque section peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail, chargés notamment de procéder à l'examen de questions particulières.

En matière d'ensembles architecturaux et de fouilles relatives à des monuments ou à des sites classés, les sections concernées se réunissent conjointement.

Art. 10. L'Exécutif nomme les vice-Présidents à raison d'un par section, choisi parmi les membres de chacune d'entre elles, et désigne le Président de la commission régionale parmi les vice-Présidents.

Les travaux de la commission régionale et de ses sections sont dirigés respectivement par le Président et les vice-Présidents de chacune d'entre elles.

**Art. 11.** Le Bureau de la commission régionale est composé du Président, des vice-Présidents et d'un représentant élu par chaque section en son sein.

Le Bureau organise les travaux de la commission régionale et de ses sections. Sans préjudice de l'application de l'article 9, alinéa 2, il détermine les questions d'intérêt commun qui doivent être examinées conjointement par les sections.

Il se prononce, le cas échéant, sur la nécessité de consulter les commissions provinciales sur des questions d'intérêt particulier.

Il veille à l'exécution des délibérations.

**Art. 12.** Le Président exerce les fonctions de Président de la commission royale.

Le Président reçoit les demandes d'avis adressées par le Ministre ou au nom du Ministre. Il présente les avis et les rapports de la commission royale, ainsi que les recommandations de la commission régionale.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est remplacé par le vice-Président désigné par le bureau.

**Art. 13.** Le secrétariat de la commission régionale et de ses sections est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne désigne à cet effet au sein de son personnel un Secrétaire permanent et deux Secrétaires adjoints.

**Art. 14.** La commission régionale se réunit en séance plénière au moins deux fois par an.

Les sections se réunissent au moins douze fois par an.

Les sections se réunissent conjointement, sous la direction du Président, pour l'examen des questions d'intérêt commun.

**Art. 15.** La commission régionale et les sections ne délibèrent valablement que si la moitié au moins de leurs membres est présente.

A défaut, il est convoqué, dans les quinze jours, une nouvelle réunion avec le même ordre du jour au cours de laquelle la commission régionale ou la section peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

**Art. 16.** Les décisions sont acquises à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président ou du vice-Président dirigeant les travaux est prépondérante.

Il est dressé procès-verbal des réunions.

**Art. 17.** Tout membre qui s'abstient d'assister à trois réunions consécutives sans faire valoir de motif légitime est démissionnaire de plein droit. Sur proposition du Ministre, l'Exécutif pourvoit à son remplacement.

**Art. 18.** Lorsqu'un membre est remplacé avant l'échéance du terme de quatre ans, celui qui le remplace achève son mandat.

**Art. 19.** Assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions de la commission régionale, de ses sections et du bureau, le Secrétaire permanent ou un Secrétaire adjoint, ainsi que les fonctionnaires délégués ou la personne qu'ils désignent.

### CHAPITRE III. — Des commissions provinciales

**Art. 20.** Chaque commission provinciale exerce, pour le territoire de son ressort, les compétences d'initiative que la législation attribue à la Commission royale.

En outre, les commissions provinciales rendent un avis, à la demande de l'Administration :

1<sup>o</sup> sur les projets d'actes ou de travaux relatifs à tout bien immobilier classé et à tout site archéologique ou à leurs abords;

2<sup>o</sup> sur les projets relatifs aux travaux de construction, de réaffectation ou de transformation des édifices publics, notamment les édifices visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 16 août 1824, relatif aux travaux à entreprendre aux édifices du culte.

**Art. 21.** Les commissions provinciales sont censées émettre un avis favorable si elles ne se prononcent pas dans un délai de quarante-cinq jours à partir de la réception du dossier.

Lorsque l'Administration s'écarte de l'avis émis par une commission provinciale, sa décision doit être motivée.

**Art. 22.** Les commissions provinciales exercent une mission de sensibilisation générale à la protection des monuments, des sites et des fouilles.

**Art. 23.** Les commissions provinciales sont composées de vingt membres, nommés par l'Exécutif, pour un terme de quatre ans renouvelable.

L'article 7, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> est applicable à la nomination des membres des commissions provinciales.

**Art. 24.** Les sections monuments des commissions provinciales comptent dix membres. Les sections sites et les sections fouilles comptent chacune cinq membres. Chaque section de la commission provinciale compétente pour le territoire de la province de Liège compte au moins un membre domicilié sur le territoire de la région de langue allemande. La nomination de ces membres s'effectue sur avis de l'Exécutif de la Communauté germanophone.

**Art. 25.** Chaque section peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail, chargés notamment de procéder à l'examen de questions particulières.

**Art. 26.** L'Exécutif nomme pour chaque commission provinciale un vice-Président par section, choisi parmi ses membres et désigne le Président de la commission provinciale parmi les vice-Présidents.

Les travaux des commissions et de leurs sections sont dirigés respectivement par le Président et les vice-Présidents.

**Art. 27.** Le Bureau de chaque commission provinciale est composé du Président et des vice-Présidents.

Le Bureau organise les travaux de la commission et de ses sections. Il détermine les questions d'intérêt commun qui doivent être examinées conjointement par les sections.

Il veille à l'exécution des délibérations.

**Art. 28.** Le Président reçoit les demandes adressées à la commission provinciale. Il présente les avis et les rapports de celle-ci.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est remplacé par le vice-Président désigné par le Bureau.

**Art. 29.** Le secrétariat des commissions provinciales et de leurs sections est assuré par le Service provincial des Bâtiments de la province concernée, lequel désigne à cet effet au sein de son personnel un Secrétaire provincial.

**Art. 30.** Le gouverneur de la province concernée assure la présidence d'honneur de la commission provinciale.

Chaque commission provinciale se réunit en séance plénière au moins deux fois par an. Les sections se réunissent conjointement pour l'examen des questions d'intérêt commun. Les sections se réunissent au moins douze fois par an.

**Art. 31.** Assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions des commissions provinciales, de leurs sections et des Bureaux, le Secrétaire provincial ainsi que les fonctionnaires délégués ou la personne qu'ils désignent.

**Art. 32.** Les articles 15 à 17 du présent arrêté s'appliquent aux commissions provinciales et à leurs sections.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

**Art. 33.** Le Ministre fixe le budget de fonctionnement de la Commission royale ainsi que le montant et les conditions d'octroi ou de remboursement des indemnités, jetons de présence et frais de séjour et de parcours des membres.

**Art. 34.** Chaque commission établit, sous la responsabilité de son Président, un rapport annuel de ses activités en individualisant celles de chacune de ses sections.

Le rapport annuel de la Commission royale comprend l'ensemble des rapports annuel; il est établi sous la responsabilité du Président de la Commission royale et adressé par ce dernier à l'Exécutif avant le 31 mars de l'année qui suit.

**Art. 35.** La commission régionale et les commissions provinciales peuvent solliciter de la part de toute administration publique les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences et de leurs missions.

Elles peuvent solliciter, par la voie hiérarchique, tout agent de l'Administration dont elles estiment la présence nécessaire au cours de leurs réunions. Elles peuvent inviter toute autre personne à faire état de questions particulières.

**Art. 36.** Les membres de la Commission royale sont tenus au devoir de réserve et à la discrétion quant aux initiatives prises et aux avis rendus et quant aux débats qui en ont précédé l'adoption.

Nul ne peut être en même temps membre de la commission régionale et membre d'une commission provinciale, membre de plusieurs commissions provinciales ou encore membre de plusieurs sections de la commission régionale ou d'une même commission provinciale.

L'Exécutif peut, sur avis de la commission régionale, et sur proposition du Ministre, conférer le titre de membre honoraire aux anciens membres qui ont siégé pendant plus de sept années au sein de la Commission royale. Les membres honoraires participent, à leur demande et avec voix consultative, aux séances de la section de la commission dont ils étaient membres en dernier lieu.

#### CHAPITRE V. — *Règlement d'ordre intérieur*

**Art. 37. § 1<sup>er</sup>.** Les séances de la commission régionale se tiennent :

- quant à la section des monuments : les deuxième et quatrième jeudis du mois;
- quant à la section des sites : le troisième lundi du mois;
- quant à la section des fouilles : le premier jeudi du mois.

§ 2. Les séances des commissions provinciales se tiennent au moins une fois par mois à des dates déterminées par le règlement d'ordre intérieur propre à chacune d'entre elles.

§ 3. Des séances exceptionnelles peuvent être organisées sur décision des Présidents ou vice-Présidents, chacun pour la section qui le concerne.

**Art. 38. § 1<sup>er</sup>.** Le Président de chaque commission convoque les membres aux séances. La convocation comprend l'ordre du jour, établi par le Bureau concerné; elle est adressée au moins cinq jours ouvrables avant la date fixée pour la séance.

§ 2. Chaque membre peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour de la section dont il fait partie; il en fait la demande par écrit au Président ou au vice-Président concerné au moins huit jours avant la date de la séance.

Lors de la réunion, des points ne peuvent être ajoutés que sur la proposition du Président ou du vice-Président concerné et avec l'assentiment de la majorité des membres présents.

**Art. 39. § 1<sup>er</sup>.** Nul ne peut assister aux débats ni prendre part à un vote si lui-même, ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré, soit à titre personnel, soit à titre d'auteur de projet, de représentant ou d'employé d'une personne physique ou morale, sont intéressés dans les questions examinées.

§ 2. Les séances des sections sont présidées par le Président ou par les vice-Présidents, chacun en ce qui le concerne.

En cas d'absence, la présidence de la séance est assurée par de représentant élu visé à l'article 11 ou par le plus âgé des membres présents.

§ 3. Le président de la séance dirige les débats, formule les propositions de décisions et met les questions aux voix.

Tout membre peut exiger que son vote soit mentionné au procès-verbal.

§ 4. Le Président de chaque commission désigne le membre ou les membres rapporteurs pour l'instruction des dossiers.

En fonction du dossier et sur décision de la section concernée, le Bureau de chaque commission peut organiser un examen sur place après en avoir averti, au moins huit jours à l'avance, l'Administration, le propriétaire concerné, et, le cas échéant, le Président de la commission provinciale.

**Art. 40. § 1<sup>er</sup>.** Une liste de présence est signée par les membres présents, en début de séance. Les membres qui s'absentent définitivement la signent également en indiquant l'heure de leur départ. Le président de séance lève celle-ci si le quorum prévu à l'article 16 n'est plus atteint.

§ 2. Le Secrétaire de chaque commission rédige le procès-verbal et le soumet au Président. Dès son approbation, l'exemplaire original est signé par le président ou, à défaut, par le Président de la séance au cours de laquelle elle a été donnée.

§ 3. Les ordres du jour et les procès-verbaux des séances de la commission régionale et de ses sections sont adressés aux Présidents des commissions provinciales.

Les ordres du jour et les procès-verbaux des séances des commissions provinciales et de leurs sections sont adressés au Président de la commission régionale.

§ 4. Les avis et rapports de la commission régionale sont présentés par son Président, ceux des commissions provinciales par leur Président respectif.

Quand l'avis est rendu par une section, le vice-Président de la section concernée signe également le projet de notification.

**Art. 41.** Les avis et les rapports des commissions ainsi que leur notification sont contresignés par le Secrétaire de la commission concernée.

**Art. 42. § 1<sup>er</sup>.** Le Président de la commission régionale peut évoquer auprès des Présidents des commissions provinciales un ou plusieurs points figurant à leurs ordres du jour ou aux procès-verbaux de leurs séances.

§ 2. Toute évocation est faite par écrit, avec copie adressée à l'Administration, et prend cours à dater de sa réception.

§ 3. La commission régionale veille à la cohérence des initiatives prises ainsi que des avis et des rapports établis par les commissions provinciales. A cet effet, elle peut établir des notes jurisprudentielles communiquées à l'ensemble des commissions provinciales et dont elle adresse copie à l'Administration.

**Art. 43. § 1<sup>er</sup>.** Chaque commission examine les motions et les suggestions émises par ses sections qui, hors les dossiers particuliers, relèvent de la politique générale.

Chaque commission peut faire part de ses suggestions à toute autorité administrative selon le territoire de son ressort.

§ 2. Dans la première quinzaine du mois de février de chaque année, la Commission royale se réunit en séance plénière. Elle entend les rapports d'activités de chaque commission pour l'année écoulée.

Le rapport d'activité de la Commission royale visé à l'article 34 est soumis à l'approbation du Bureau de la commission régionale, élargi aux Présidents des commissions provinciales.

**Art. 44.** Outre le devoir de réserve et la discrétion imposés aux membres par l'article 36 ainsi que l'obligation d'abstention prévue à l'article 39, § 1<sup>er</sup>, tout manquement volontaire aux textes légaux et réglementaires ou tout comportement nuisible à la réputation de la Commission royale peuvent faire l'objet d'une remarque personnelle de son Président, d'une réprimande décidée par le Bureau de la commission régionale, l'intéressé étant préalablement entendu, ou par la démission d'office prononcée par l'Exécutif sur proposition du Bureau précité et du Ministre, les considérations de l'intéressé y étant jointes.

#### CHAPITRE VI. — Dispositions finales

**Art. 45.** Sont abrogés :

1° pour la Région wallonne, l'article 4 de l'arrêté royal du 13 décembre 1988 concernant la composition, l'organisation et les attributions de la Commission royale des monuments et des sites, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 1978 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 février 1985;

2° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juillet 1989 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne.

**Art. 46.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 février 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,  
A. LIENARD

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1235

**22. FEBRUAR 1990.** — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Befugnisse, die Organisation, die Zusammensetzung und die Geschäftsordnung der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1931 über den Schutz der Denkmäler und der Landschaften;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Juli 1987 über den Schutz des unbeweglichen Kulturerbes der Französischen Gemeinschaft;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es wichtig ist, daß die Wallonische Region dringend die Geschäftsordnung der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen annimmt und für jede Gliederung dieser Kommission genaue Einzelheiten über die Ausübung der Befugnisse angibt, die die Rechtsvorschriften ihr zuweisen;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. Allgemeines

**Artikel 1.** Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Denkmäler, die Landschaften und die Ausgrabungen gehören;

2. «beauftragte Beamte»: den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens und den Generalinspektor der Abteilung der Verwaltung;

3. «Verwaltung»: die Abteilung der Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen des Ministeriums der Wallonischen Region;

4. «Königlichen Kommission»: die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region.

**Art. 2.** Für die Wallonische Region wird eine Königliche Kommission errichtet, die aus einer regionalen Kommission und aus fünf Provinzialkommissionen für jedes der folgenden Gebiete besteht: die Provinz Hennegau, die Provinz Lüttich, die Provinz Luxemburg, die Provinz Namur und den Verwaltungsbezirk Nivelles.

Die regionale Kommission und die fünf Provinzialkommissionen umfassen je drei Abteilungen: eine Abteilung Denkmäler, eine Abteilung Landschaften und eine Abteilung Ausgrabungen.

#### KAPITEL II. — Die regionale Kommission

**Art. 3.** Außer in den vom Minister Bestimmten dringenden Fällen übt die regionale Kommission die Befugnisse zur Abgabe von Gutachten aus, die die Rechtsvorschriften der Königlichen Kommission in bezug auf die Eintragung in die Schutzliste und das Unter-Denkmalsschutz-Stellen bzw. das Unter-Landschaftsschutz-Stellen sowie in bezug auf Akte und Arbeiten, für die die finanzielle Beteiligung der Region beantragt wird, überträgt.

In ihrem Gutachten gibt die regionale Kommission das Gutachten oder den Bericht wieder, das bzw. den die Provinzialkommission angenommen hat, und gibt gegebenenfalls an, weshalb sie davon abweicht.

Die regionale Kommission übermittelt der betreffenden Provinzialkommission eine Kopie ihrer Gutachten.

**Art. 4.** Die regionale Kommission legt dem Minister ihre Gutachten vor. Wenn sie ihr Gutachten nicht binnen sechzig Tagen ab Empfang der Akte abgegeben hat, gilt es als günstig.

Wenn der Minister von dem von der regionalen Kommission abgegebenen Gutachten abweicht, muß sein Beschluß begründet werden.

**Art. 5.** Die regionale Kommission übermittelt dem Minister mindestens einmal im Jahr allgemeinpolitische Empfehlungen in Sachen Denkmäler, Landschaften, archäologische Stätten sowie Ausgrabungen oder archäologische Funde.

**Art. 6.** Die regionale Kommission besteht aus achtundvierzig Mitgliedern, die die Exekutive für eine verlängerbare Amtszeit von vier Jahren ernannt.

**Art. 7.** Folgende Personen dürfen nicht zu Mitgliedern der regionalen Kommission ernannt werden:

1. Die Bediensteten der Verwaltung, und zwar in gleich welcher Eigenschaft auch immer;

2. Personen, die das siebenzigste Lebensjahr vollendet haben;

3. Personen, die nicht mindestens eine fünfjährige Erfahrung in Sachen Denkmäler, Landschaften oder Ausgrabungen aufweisen.

**Art. 8.** Die Abteilung Denkmäler umfaßt vierundzwanzig Mitglieder. Die Abteilung Landschaften und die Abteilung Ausgrabungen umfassen jeweils zwölf Mitglieder.

In jeder Abteilung gibt es mindestens ein Mitglied, das seinen Wohnsitz im Gebiet deutscher Sprache hat. Die Ernennung dieser Mitglieder erfolgt auf Gutachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

**Art. 9.** Jede Abteilung kann aus ihrer Mitte eine oder mehrere Arbeitsgruppen bilden, die vor allem mit der Bearbeitung besonderer Fragen beauftragt sind.

Wenn es um architektonische Komplexe und um Ausgrabungen bezüglich unter Denkmalschutz stehender Bauwerke oder Landschaftsschutzgebiete geht, tagen die betreffenden Abteilungen gemeinsam.

**Art. 10.** Die Exekutive ernannt einen stellvertretenden Vorsitzenden für jede Abteilung, der unter ihren jeweiligen Mitgliedern gewählt wird, und bestellt den Vorsitzenden dieser Kommission unter den stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Arbeiten der regionalen Kommission und ihrer Abteilungen werden vom Vorsitzenden bzw. von den stellvertretenden Vorsitzenden jeder dieser Abteilungen geleitet.

**Art. 11.** Das Präsidium der regionalen Kommission umfaßt den Vorsitzenden, die stellvertretenden Vorsitzenden und einen Vertreter, den jede Abteilung aus ihrer Mitte wählt.

Das Präsidium plant die Arbeiten der regionalen Kommission und ihrer Abteilungen. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 9 Absatz 2 bestimmt es die Fragen gemeinsamen Interesses, die die Abteilungen zusammen bearbeiten müssen.

Das Präsidium äußert sich gegebenenfalls über die Notwendigkeit, die Provinzialkommissionen in Fragen besonderen Interesses hinzuziehen.

Das Präsidium sorgt für die Durchführung der Beschlüsse.

**Art. 12.** Der Vorsitzende übt das Amt des Vorsitzenden der Königlichen Kommission aus.

Der Vorsitzende nimmt die vom Minister bzw. im Namen des Ministers gestellten Anforderungen von Gutachten entgegen. Er legt die Gutachten und die Berichte der Königlichen Kommission sowie die Empfehlungen der regionalen Kommission vor.

Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird er von dem vom Präsidium bestimmten stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt.

**Art. 13.** Die Sekretariatsgeschäfte der regionalen Kommission und ihrer Abteilungen werden gemäß Artikel 4, § 3, des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für Wallonien betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region wahrgenommen.

Zu diesen Zweck bestimmt der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region einen ständigen Sekretär und zwei beigeordnete Sekretäre unter seinen Personalmitgliedern.

**Art. 14.** Die regionale Kommission tagt mindestens zweimal im Jahr in Plenarsitzung.

Die Abteilungen tagen mindestens zwölfmal im Jahr.

Für die Bearbeitung von Fragen gemeinsamen Interesses tagen die Abteilungen zusammen unter der Leitung des Vorsitzenden.

**Art. 15.** Die Beschlüsse der regionalen Kommission und der Abteilungen sind nur gültig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend ist.

Ist die erforderliche Anzahl nicht erreicht, wird binnen fünfzehn Tagen eine neue Versammlung mit der gleichen Tagesordnung einberufen, bei der die Beschlüsse der regionalen Kommission bzw. der Abteilung ungeachtet der Anzahl anwesender Mitglieder gültig sind.

**Art. 16.** Die Beschlüsse werden mit der absoluten Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefaßt.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden, der die Arbeiten leitet, ausschlaggebend.

Über die Sitzungen wird ein Protokoll aufgenommen.

**Art. 17.** Jedes Mitglied, das drei aufeinanderfolgenden Sitzungen fernbleibt, ohne einen triftigen Grund anzugeben, scheidet von Rechts wegen aus. Die Exekutive sorgt auf Vorschlag des Ministers für seine Ersetzung.

**Art. 18.** Wenn ein Mitglied vor Ablauf der vierjährigen Amtszeit ersetzt wird, wird sein Mandat von der Person beendet, die dieses Mitglied ersetzt.

**Art. 19.** Der ständige Sekretär oder ein beigeordneter Sekretär sowie die beauftragten Beamten oder die Person, die sie bestimmen, nehmen von Rechts wegen mit beratender Stimme an den Sitzungen der regionalen Kommission, ihrer Abteilungen und des Präsidiums teil.

### KAPITEL III. — Die Provinzialkommissionen

**Art. 20.** Jede Provinzialkommission übt für das Gebiet ihres Zuständigkeitsbereichs die Befugnisse zur Initiative aus, die die Rechtsvorschriften der Königlichen Kommission übertragen.

Ferner geben die Provinzialkommissionen auf Antrag der Verwaltung ein Gutachten ab :

1. über die Entwürfe von Akten oder Arbeiten in bezug auf jedes unter Denkmalschutz gestellte unbewegliche Gut und jede archäologische Stätte oder ihre unmittelbare Umgebung;

2. über die Entwürfe von Bau-, Instandsetzungs- oder Umbauarbeiten in bezug auf öffentliche Gebäude, insbesondere die Gebäude, die in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 16. August 1824 in bezug auf die an Kultgebäuden vorzunehmenden Arbeiten erwähnt sind.

**Art. 21.** Wenn die Provinzialkommissionen ihr Gutachten nicht binnen fünfundvierzig Tagen ab Empfang der Akte abgegeben haben, gilt es als günstig.

Wenn die Verwaltung von dem Gutachten, das eine Provinzialkommission abgegeben hat, abweicht, muß ihr Beschluß begründet werden.

**Art. 22.** Die Provinzialkommissionen haben die Aufgabe, die Öffentlichkeit für den Schutz der Denkmäler, der Landschaften und der Ausgrabungen zu sensibilisieren.

**Art. 23.** Die Provinzialkommissionen umfassen zwanzig Mitglieder, die die Exekutive für eine verlängerbare Amtszeit von vier Jahren ernannt.

Artikel 7, Nrn. 1 und 2 gilt für die Ernennung der Mitglieder der Provinzialkommissionen.

**Art. 24.** Die Abteilungen Denkmäler der Provinzialkommissionen umfassen zehn Mitglieder. Die Abteilungen Landschaften und die Abteilungen Ausgrabungen umfassen jeweils fünf Mitglieder. In jeder für das Gebiet der Provinz Lüttich zuständigen Abteilung der Provinzialkommission gibt es mindestens ein Mitglied, das seinen Wohnsitz im Gebiet deutscher Sprache hat. Die Ernennung dieser Mitglieder erfolgt auf Gurachten der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

**Art. 25.** Jede Abteilung kann aus ihrer Mitte eine oder mehrere Arbeitsgruppen bilden, die vor allem mit der Bearbeitung besonderer Fragen beauftragt sind.

**Art. 26.** Die Exekutive ernannt für jede Provinzialkommission einen stellvertretenden Vorsitzenden pro Abteilung, der unter ihren jeweiligen Mitgliedern gewählt wird, und bestellt den Vorsitzenden der Provinzialkommission unter den stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Arbeiten der Kommissionen und ihrer Abteilungen werden von dem Vorsitzenden bzw. von den stellvertretenden Vorsitzenden geleitet.

**Art. 27.** Das Präsidium einer jeden Provinzialkommission umfaßt den Vorsitzenden und die stellvertretenden Vorsitzenden.

Das Präsidium plant die Arbeiten der Kommission und ihrer Abteilungen. Es bestimmt die Fragen gemeinsamen Interesses, die die Abteilungen zusammen bearbeiten müssen.

Das Präsidium sorgt für die Durchführung der Beschlüsse.

**Art. 28.** Der Vorsitzende nimmt die Anträge entgegen, die an die Provinzialkommission gerichtet sind. Er legt ihre Gutachten und ihre Berichte vor.

Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird er von dem vom Präsidium bestimmten stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt.

**Art. 29.** Die Sekretariatsgeschäfte der Provinzialkommissionen und ihrer Abteilungen werden vom Provinzialen Gebäudedienst der betreffenden Provinz wahrgenommen, welcher zu diesem Zweck einen Provinzialsekretär unter seinen Personalmitgliedern bestimmt.

**Art. 30.** Der Gouverneur der betreffenden Provinz übernimmt den Ehrenvorsitz der Provinzialkommission.

Jede Provinzialkommission tagt mindestens zweimal im Jahr in Plenarsitzung. Für die Bearbeitung von Fragen gemeinsamen Interesses tagen die Abteilungen zusammen. Die Abteilungen tagen mindestens zwölfmal im Jahr.

**Art. 31.** Der Provinzialsekretär sowie die beauftragten Beamten oder die Person, die sie bestimmen, nehmen von Rechts wegen mit beratender Stimme an den Sitzungen der Provinzialkommissionen, ihrer Abteilungen und der Präsidien teil.

**Art. 32.** Die Artikel 15 bis 17 des vorliegenden Erlasses gelten für die Provinzialkommissionen und ihre Abteilungen.

### KAPITEL IV. — Gemeinsame Bestimmungen

**Art. 33.** Der Minister bestimmt den Verwaltungshaushalt der Königlichen Kommission sowie den Betrag und die Bedingungen für die Gewährung bzw. Rückerstattung der Vergütungen, Anwesenheitsgelder und Aufenthalts- und Fahrtkosten der Mitglieder.

**Art. 34.** Jede Kommission erstellt auf die Verantwortung ihres Vorsitzenden einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten, wobei sie die Tätigkeiten jeder ihrer Abteilungen individuell behandelt. Der Jahresbericht der Königlichen Kommission umfaßt alle Jahresberichte; er wird auf die Verantwortung des Vorsitzenden der Königlichen Kommission erstellt, und letzterer schickt ihn vor dem 31. März des darauffolgenden Jahres der Exekutive zu.

**Art. 35.** Die regionale Kommission und die Provinzialkommissionen können im Namen jeder öffentlichen Verwaltung die zur Ausübung ihrer Befugnisse und zur Erfüllung ihrer Aufträge erforderlichen Auskünfte anfordern.

Sie können auf dem Dienstweg jeden Bediensteten der Verwaltung einladen, dessen Anwesenheit während ihrer Sitzungen sie für erforderlich halten. Sie können jede andere Person auffordern, besondere Fragen vorzubringen.

**Art. 36.** Die Mitglieder der Königlichen Kommission unterliegen der Schweigepflicht und sind zur Diskretion verpflichtet, was die ergriffenen Initiativen und die abgegebenen Gutachten sowie die vor deren Annahme erfolgten Beratungen anbelangt.

Es darf niemand gleichzeitig Mitglied der regionalen Kommission und Mitglied einer Provinzialkommission, Mitglied mehrerer Provinzialkommissionen oder noch Mitglied mehrerer Abteilungen der regionalen Kommission oder einer selben Provinzialkommission sein.

Die Exekutive kann früheren Mitgliedern, die mehr als sieben Jahre in der Königlichen Kommission getagt haben, auf Gutachten der regionalen Kommission und auf Vorschlag des Ministers den Titel eines Ehrenmitglieds verleihen. Die Ehrenmitglieder nehmen auf eigenen Antrag mit beratender Stimme an den Sitzungen der Abteilung der Kommission teil, der sie zuletzt angehörten.

#### KAPITEL V. — Geschäftsordnung

**Art. 37. § 1.** Die Sitzungen der regionalen Kommission finden an folgenden Tagen statt :

- was die Abteilung Denkmäler betrifft : am zweiten und am vierten Donnerstag des Monats;
- was die Abteilung Landschaften betrifft : am dritten Montag des Monats;
- was die Abteilung Ausgrabungen betrifft : am ersten Donnerstag des Monats.

§ 2. Die Sitzungen der Provinzialkommissionen finden mindestens einmal pro Monat an den Tagen statt, die jeweils in ihrer eigenen Geschäftsordnung bestimmt sind.

§ 3. Es können außergewöhnliche Sitzungen organisiert werden, nachdem jeder Vorsitzende bzw. stellvertretende Vorsitzende für die Abteilung, die ihn betrifft, einen entsprechenden Beschluß gefaßt hat.

**Art. 38. § 1.** Der Vorsitzende jeder Kommission beruft die Mitglieder zu den Sitzungen ein. Die Einberufung enthält die von dem betreffenden Präsidium festgelegte Tagesordnung und wird den Mitgliedern mindestens fünf Werktage vor dem Termin der Sitzung zugeschickt.

§ 2. Jedes Mitglied kann darum bitten, daß ein Punkt auf die Tagesordnung seiner Abteilung gesetzt wird; den diesbezüglichen Antrag muß das Mitglied mindestens acht Tage vor dem Termin der Sitzung schriftlich beim Vorsitzenden oder beim betreffenden stellvertretenden Vorsitzenden stellen.

Bei der Sitzung können aufgrund des Vorschlags des Vorsitzenden bzw. des betreffenden stellvertretenden Vorsitzenden und mit der Zustimmung der Mehrheit der anwesenden Mitglieder weitere Punkte hinzugesetzt werden.

**Art. 39. § 1.** Niemand darf den Diskussionen beiwohnen oder an einer Abstimmung teilnehmen, wenn er selbst, seine Verwandten oder Verschwägerten bis zum dritten Grade entweder persönlich oder als Urheber eines Projektes oder als Vertreter bzw. Arbeitnehmer einer natürlichen oder juristischen Person in den behandelten Fragen betroffen sind.

§ 2. In den Versammlungen der Abteilungen wird der Vorsitz von dem Vorsitzenden bzw. von den betreffenden stellvertretenden Vorsitzenden geführt.

Wenn der Vorsitzende bzw. der stellvertretende Vorsitzende abwesend ist, wird der Vorsitz von dem in Artikel 11 erwähnten gewählten Vertreter oder von dem ältesten anwesenden Mitglied übernommen.

§ 3. Der Vorsitzende leitet die Diskussion, unterbreitet die Vorschläge von Beschlüssen und stellt die Fragen zur Abstimmung.

Jedes Mitglied kann verlangen, daß seine Wahl im Protokoll erwähnt wird.

§ 4. Der Vorsitzende jeder Kommission bestimmt das bzw. die Mitglieder, die die Berichterstattung für die Bearbeitung der Akten übernehmen.

Je nach der Akte und aufgrund des Beschlusses der betreffenden Abteilung kann das Präsidium jeder Kommission eine Untersuchung an Ort und Stelle organisieren, nachdem es die Verwaltung, den betreffenden Eigentümer und gegebenenfalls den Vorsitzenden der Provinzialkommission mindestens acht Tage im voraus darüber verständigt hat.

**Art. 40. § 1.** Eine Anwesenheitsliste wird zu Beginn der Sitzung von den anwesenden Mitgliedern unterzeichnet. Die Mitglieder, die die Sitzung endgültig verlassen, unterzeichnen sie ebenfalls, wobei sie die Uhrzeit ihres Aufbruchs angeben. Wenn die in Artikel 16 vorgesehene erforderliche Anzahl nicht mehr vorhanden ist, erklärt der Vorsitzende die Sitzung für geschlossen.

§ 2. Der Sekretär jeder Kommission faßt das Protokoll ab und unterbreitet es dem Vorsitzenden. Sobald es genehmigt worden ist, wird das originale Exemplar vom Vorsitzenden oder notfalls von dem Vorsitzenden der Versammlung, während der die Genehmigung erteilt worden ist, unterzeichnet.

§ 3. Die Tagesordnungen und die Protokolle der Sitzungen der regionalen Kommission und deren Abteilungen werden den Vorsitzenden der Provinzialkommissionen übermittelt.

Die Tagesordnungen und die Protokolle der Sitzungen der Provinzialkommissionen und deren Abteilungen werden dem Vorsitzenden der regionalen Kommission übermittelt.

§ 4. Die Gutachten und Berichte der regionalen Kommission werden vom Vorsitzenden vorgelegt und diejenigen der Provinzialkommissionen von ihrem jeweiligen Vorsitzenden.

Wenn das Gutachten von einer Abteilung abgegeben wird, unterzeichnet der stellvertretende Vorsitzende der betreffenden Abteilung ebenfalls den Entwurf einer Zustellungsurkunde.

**Art. 41.** Die Gutachten und Berichte der Kommissionen sowie ihre Zustellungsurkunde werden vom Sekretär der betreffenden Kommission gegengezeichnet.

**Art. 42. § 1.** Der Vorsitzende der regionalen Kommission kann die Vorsitzenden der Provinzialkommissionen auf einen oder mehrere Punkte hinweisen, die in ihren Tagesordnungen oder in den Protokollen ihrer Sitzungen stehen.

§ 2. Jede Hinweisung erfolgt schriftlich und gilt ab dem Tag ihres Empfangs; eine Kopie wird der Verwaltung übermittelt.

§ 3. Die regionale Kommission sorgt für die Kohärenz der ergriffenen Initiativen sowie der Gutachten und der Berichte, die die Provinzialkommissionen erstellt haben. Zu diesem Zweck kann sie Aufzeichnungen von Präzedenzfällen erstellen, die allen Provinzialkommissionen übermittelt werden und von denen sie eine Kopie an die Verwaltung weiterleitet.

**Art. 43. § 1.** Jede Kommission untersucht die von ihren Abteilungen vorgebrachten Vorschläge und Empfehlungen, die in den Bereich der allgemeinen Politik fallen, mit Ausnahme der besonderen Akten.

Jede Kommission kann je nach dem Gebiet ihres Zuständigkeitsbereichs jeder Verwaltungsbehörde ihre Empfehlungen mitteilen.

§ 2. In der ersten Hälfte des Monats Februar eines jeden Jahres tritt die Königliche Kommission in Plenarsitzung zusammen. Er hört die Tätigkeitsberichte jeder Kommission für das abgelaufene Jahr an.

Der in Artikel 34 erwähnte Tätigkeitsbericht der Königlichen Kommission wird dem Präsidium der regionalen Kommission und den Vorsitzenden der Provinzialkommissionen zur Genehmigung vorgelegt.

**Artikel 44.** Außer der Schweigepflicht und der Diskretion, die Artikel 36 ihren Mitgliedern auferlegt, sowie der in Artikel 39, § 1, vorgesehenen Pflicht zur Enthaltung kann jeder absichtliche Verstoß gegen Gesetzes- und Verordnungstexte oder jedes Verhalten, das dem Ruf der Königlichen Kommission schadet, Gegenstand einer persönlichen Bemerkung seitens ihres Vorsitzenden, eines Tadels seitens des Präsidiums der regionalen Kommission, nachdem der Betreffende vorher angehört wurde, oder einer auf Vorschlag des vorerwähnten Präsidiums und des Ministers von der Exekutive ausgesprochenen Amtsenthebung sein, wobei die Beweggründe des Betreffenden beigefügt werden.

#### KAPITEL VI. — *Schlußbestimmungen*

**Art. 45.** Folgendes wird aufgehoben :

1. für die Wallonische Region : Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1968 über die Zusammensetzung, die Organisation und die Befugnisse der Königlichen Kommission für Denkmäler und Landschaften, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 14. Dezember 1978 und durch den Erlaß der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 25. Februar 1985;

2. der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juli 1989 über die Zusammensetzung, die Organisation und die Arbeitsweise der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region.

**Art. 46.** Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen, für die Wallonische Region ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, am 22. Februar 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,  
**B. ANSELME**

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,  
**A. LIENARD**

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 1235

**22 FEBRUARI 1990.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de bevoegdheden, de organisatie, de samenstelling en het reglement van inwendige orde van de koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1989 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 7 augustus 1931 over de instandhouding van de monumenten en de landschappen;

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het van belang is dat het Waalse Gewest het reglement van inwendige orde van de koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen onverwijld goedkeurt en dat het voor elke afdeling ervan het uitvoeren van de haar door de wetgeving toegekende bevoegdheden bepaalt;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologiën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de monumenten, de landschappen en de opgravingen behoren;

2° de gemachtigde ambtenaren : de directeur-generaal van de algemene directie van ruimtelijke ordening en huisvesting en de inspecteur-generaal van de afdeling administratie;

3° de administratie : de afdeling monumenten, landschappen en opgravingen van het Minister van het Waalse Gewest;

4° de koninklijke Commissie : de koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** Voor het Waalse Gewest wordt er een koninklijke Commissie ingesteld die bestaat uit één gewestelijke commissie en uit vijf provinciale commissies voor elk van de volgende grondgebieden : de provincie Henegouwen, de provincie Luik, de provincie Luxemburg, de provincie Namen en het administratief arrondissement van Nijvel.

De gewestelijke en de vijf provinciale commissies bestaan elk uit drie afdelingen : een afdeling monumenten, een afdeling landschappen en een afdeling opgravingen.



HOOFDSTUK II. — *De gewestelijke commissie*

**Art. 3.** Buiten de door de Minister bepaalde dringende gevallen, oefent de gewestelijke commissie de bevoegdheden inzake advies die de wetgeving toekent aan de koninklijke Commissie inzake inschrijving op de bewaar- en rangschikingslijst alsmede inzake handelingen en werken waarvoor de financiële tegemoetkoming van het Gewest gesolliciteerd wordt.

In haar advies neemt de gewestelijke commissie het advies of het verslag aangenomen door de provinciale commissie op en, in voorkomend geval, rechtvaardigt haar afwijking ervan. De gewestelijke commissie stuurt een afschrift van haar adviezen aan de betrokkene provinciale commissie.

**Art. 4.** De gewestelijke commissie dient haar adviezen in bij de Minister. De gewestelijke commissie is geacht een gunstig advies te geven indien zij zich niet uitspreekt binnen de zestig dagen na ontvangst van het dossier.

Indien de Minister afwijkt van het door de gewestelijke commissie gegeven advies moet zijn beslissing gemotiveerd zijn.

**Art. 5.** De gewestelijke commissie richt aan de Minister, ten minste één keer per jaar, algemeen beleidsaanbevelingen inzake monumenten, landschappen, archeologische landschappen, alsmede opgravingen of archeologische ontdekkingen.

**Art. 6.** De gewestelijke commissie bestaat uit achtenveertig leden, benoemd door de Executieve, voor een hernieuwbaar termijn van vier jaar.

**Art. 7.** Kunnen niet als leden van de gewestelijke commissie benoemd worden :

1° in welke hoedanigheid dan ook, de ambtenaren van de Administratie;

2° de personen die een volle leeftijd van zeventig jaren hebben;

3° de personen die minstens vijf jaar ervaring inzake monumenten, landschappen of opgravingen niet hebben.

**Art. 8.** De afdeling monumenten bestaat uit vierentwintig leden. De afdeling landschappen en de afdeling opgravingen bestaan elk uit twaalf leden.

Elke afdeling telt minstens één lid woonachtig in het duitstalig gebied.

**Art. 9.** Elke afdeling kan in haar midden één of meerdere werkgroepen oprichten, belast o.a. met het onderzoek van bijzondere vragen.

De betrokkene afdelingen vergaderen gezamenlijk inzake architecturale gehelen en opgravingen betreffende geclasseerde monumenten of landschappen.

**Art. 10.** De Executieve benoemt de ondervoorzitters naar rata van één per afdeling, gekozen onder de leden van elke afdeling en stelt de Voorzitter van de gewestelijke commissie aan onder de Ondervoorzitters.

De werken van de gewestelijke commissie en van haar afdelingen worden geleid, respectievelijk door de Voorzitter en de Ondervoorzitters van elke afdeling.

**Art. 11.** Het Bureau van de gewestelijke commissie is samengesteld uit de Voorzitter, de Ondervoorzitters en één door elke afdeling in haar midden gekozen vertegenwoordiger.

Het Bureau organiseert de werken van de gewestelijke commissie en van haar afdelingen. Onverminderd de toepassing van artikel 9, 2e lid, bepaalt het de vragen van algemeen belang die door de afdelingen gezamenlijk moeten onderzocht worden.

In voorkomend geval spreekt het zich uit over de noodzaak de provinciale commissies te raadplegen voor de vragen van bijzonder belang.

Het zorgt voor de uitvoering van de beraadslagingen.

**Art. 12.** De Voorzitter oefent de functies uit van de Voorzitter van de koninklijke Commissie.

De Voorzitter ontvangt de adviesaanvragen gericht door de Minister of namens de Minister. Hij stelt de adviezen en de verslagen van de koninklijke Commissie voor, alsmede de aanbevelingen van de gewestelijke commissie.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de Voorzitter vervangen door de Ondervoorzitter aangewezen door het Bureau.

**Art. 13.** Het secretariaat van de gewestelijke commissie en van haar afdelingen is waargenomen overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Economische Raad van het Waalse Gewest betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest.

De Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest stelt hiervoor een vaste Secretaris en twee adjunct-Secretarissen aan onder de leden van zijn personeel.

**Art. 14.** De gewestelijke commissie komt bijeen in plenaire vergadering minstens twee keer per jaar.

De afdelingen komen minstens twaalf keer per jaar bijeen.

De afdelingen vergaderen gezamenlijk onder de leiding van de voorzitter om de vragen van algemeen belang te onderzoeken.

**Art. 15.** De gewestelijke commissie en de afdelingen vergaderen geldig indien minstens de helft van hun leden aanwezig is.

Bij gebreke, wordt binnen de vijftien dagen een nieuwe vergadering bijeengeroepen met dezelfde dagorde tijdens dewelke de gewestelijke commissie of de afdeling geldig kan beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

**Art. 16.** De beslissingen gelden bij volstreekte meerderheid der aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is die van de Voorzitter of van de Ondervoorzitter leidende de werken beslissend.

**Art. 17.** Elk lid dat niet deelneemt aan drie opeenvolgende vergaderingen zonder wettige redenen te laten gelden is van rechtswege ontslagnemend. Op voordracht van de Minister voorziet de Executieve in zijn vervanging.

**Art. 18.** Wanneer een lid vervangen wordt vóór het verloop van zijn termijn van vier jaren wordt zijn mandaat beëindigd door zijn vervanger.

**Art. 19.** Wonen van rechtswege en met raadgevende stem de vergaderingen bij van de gewestelijke commissie, van haar afdelingen en van het bureau de vaste Secretaris of een adjunct-Secretaris, alsmede de gemachtigde ambtenaren of de persoon die zij aanduiden.

HOOFDSTUK III. — *De provinciale commissies*

**Art. 20.** Voor haar ambtsgebied oefent elke provinciale commissie de bevoegdheden inzake initiatief die de wetgeving aan de koninklijke Commissie toekent.

Bovendien geven de provinciale commissies een advies op aanvraag van de Administratie :

1° inzake de ontwerpen van handelingen of van werken betreffende elk geclasseerd onroerend goed en elke archeologische vindplaats of hun omgeving;

2° inzake de ontwerpen betreffende de werken van bouw, nieuwe bestemming of verandering van openbare gebouwen, inzonderheid op de gebouwen bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 augustus 1824, hetwelk artikel betrekking heeft op de te ondernemen werken aan de gebouwen bestemd voor de eredienst.

**Art. 21.** De provinciale commissies zijn geacht een gunstig advies te geven indien zij zich niet uitspreken binnen een termijn van vijftienveertig dagen na ontvangst van het dossier.

Indien de administratie afwijkt van het door een provinciale commissie gegeven advies moet haar beslissing gemotiveerd zijn.

**Art. 22.** De provinciale commissie oefent een opdracht uit van algemene bewustmaking inzake bescherming der monumenten, landschappen en opgravingen.

**Art. 23.** De provinciale commissies bestaan uit twintig leden, benoemd door de Executieve, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

Artikel 7, 1° en 2°, is van toepassing op de benoeming van de leden van de provinciale commissies.

**Art. 24.** De afdelingen monumenten van de provinciale commissies bestaan uit tien leden. De afdelingen landschappen en de afdelingen opgravingen bestaan elk uit vijf leden. Elke afdeling van de provinciale commissie bevoegd voor het grondgebied van de provincie Luik telt minstens één lid woonachtig in het duitstalig gebied. De benoeming van deze leden gebeurt op advies van de Duitstalige Gemeenschapsexecutieve.

**Art. 25.** Elke afdeling kan uit haar midden één of meerdere werkgroepen oprichten, belast o.a. met het onderzoek van bijzondere vragen.

**Art. 26.** Voor elke provinciale commissie benoemt de Executieve één ondervoorzitter per afdeling, gekozen onder haar leden, en stelt de Voorzitter van de provinciale commissie aan onder de Ondervoorzitters.

De werken van de commissies en van haar afdelingen worden geleid respectievelijk door de Voorzitter en de Ondervoorzitters.

**Art. 27.** Het Bureau van elke provinciale commissie is samengesteld uit de Voorzitter en de Ondervoorzitters.

Het bureau organiseert de werken van de commissie en van haar afdelingen. Het bepaalt de vragen van algemeen belang die door de afdelingen gezamenlijk moeten onderzocht worden. Het zorgt voor de uitvoering van de beraadslagingen.

**Art. 28.** De Voorzitter ontvangt de aan de provinciale commissie gerichte aanvragen. Hij stelt de adviezen en de verslagen ervan voor. Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter aangewezen door het Bureau.

**Art. 29.** Het secretariaat van de provinciale commissies en van hun afdelingen is waargenomen door de provinciale dienst der gebouwen van de betrokkene provincie die onder zijn personeel een provinciale secretaris hiervoor aanstelt.

**Art. 30.** De gouverneur van de betrokkene provincie verzekert het erevoorzitterschap van de provinciale commissie.

Elke provinciale commissie komt bijeen in plenaire vergadering minstens twee keer per jaar. De afdelingen vergaderen gezamenlijk voor het onderzoek van de vragen van algemeen belang. De afdelingen komen minstens twaalf keer per jaar bijeen.

**Art. 31.** Wonen van rechtswege, met raadgevende stem, de vergaderingen bij van de provinciale commissies, van hun afdelingen en van de bureau's de provinciale secretaris, alsmede de gemachtigde ambtenaren of de persoon die zij aanduiden.

**Art. 32.** Artikelen 15 tot 17 van dit besluit zijn toepasselijk op de provinciale commissies en op hun afdelingen.

HOOFDSTUK IV. — *Gezamenlijke beschikkingen*

**Art. 33.** De Minister bepaalt de werkingsbegroting van de koninklijke commissie alsmede het bedrag en de toekennings- of terugbetalingsvoorwaarden van de vergoedingen, presentiegelden en verblijfs- en reiskosten van de leden.

**Art. 34.** Elke commissie stelt, onder de verantwoordelijkheid van haar voorzitter, een jaarlijks verslag op van haar activiteiten en geeft een individueel karakter aan dat van elke afdeling. Het jaarlijks verslag van de koninklijke Commissie bevat alle jaarlijkse verslagen; het wordt opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de Voorzitter van de koninklijke Commissie en wordt door deze laatste aan de Executieve gericht vóór 31 maart van het volgend jaar.

**Art. 35.** De gewestelijke commissie en de provinciale commissies mogen aan elke openbare administratie inlichtingen vragen die nodig zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheden en opdrachten.

Zij kunnen via de hiërarchische weg elke ambtenaar van de Administratie vragen wiens aanwezigheid nodig wordt geacht tijdens hun vergaderingen. Zij kunnen elke andere persoon uitnodigen verslag uit te brengen over bijzondere vraagstukken.

**Art. 36.** De leden van de koninklijke Commissie zijn gehouden tot de plicht van omzichtigheid en tot de bescheidenheid inzake de genomen initiatieven en de gegeven adviezen en inzake de debatten die de goedkeuring ervan voorafgingen.

Niemand kan tegelijkertijd lid zijn van de gewestelijke commissie en lid van een provinciale commissie, lid van meerdere provinciale commissies of lid van meerdere afdelingen van de gewestelijke commissie of van eenzelfde provinciale commissie.

De Executieve kan, op advies van de gewestelijke commissie en op voordracht van de Minister, de titel van erelid toekennen aan de oude leden die meer dan zeven jaar in de koninklijke Commissie zetelden. Op eigen aanvraag en met raadgevende stem nemen de ereleden deel aan de zittingen van de afdeling van de commissie waar zij het laatst lid van waren.

HOOFDSTUK V. — *Reglement van inwendige orde*

**Art. 37. § 1.** De zittingen van de gewestelijke commissie worden gehouden :

- wat de afdeling monumenten betreft : op de tweede en vierde donderdag van de maand;
- wat de afdeling landschappen betreft : op de derde maandag van de maand;
- wat de afdeling opgravingen betreft : op de eerste donderdag van de maand.

§ 2. De zittingen van de provinciale commissies worden gehouden minstens één keer per maand op datums vastgesteld door het reglement van inwendige orde eigen aan elke commissie.

§ 3. Uitzonderlijke zittingen kunnen ingericht worden bij beslissing van de Voorzitters of Ondervoorzitters, ieder voor zijn afdeling.

**Art. 38. § 1.** De Voorzitter van elke commissie roept de leden bijeen voor de zittingen. De oproepingsbrief vermeldt de door het betrokkene bureau opgestelde dagorde; hij wordt minstens vijf werkdagen vóór de voor de zitting vastgestelde datum verstuurd.

§ 2. Elk lid kan de inschrijving van een punt op de dagorde van de afdeling waarvan hij deel uitmaakt aanvragen; hij doet de schriftelijke aanvraag ervan bij de betrokkenen Voorzitter of Ondervoorzitter minstens acht dagen vóór de datum van de zitting.

Tijdens de vergadering kunnen punten bijgevoegd worden enkel op voordracht van de Voorzitter of van de Ondervoorzitter en met instemming van de meerderheid der aanwezige leden.

**Art. 39. § 1.** Niemand kan aan debatten of aan een stemming deelnemen indien hijzelf, zijn ouders of verwanten tot de derde graad, hetzij persoonlijk, hetzij als ontwerper, vertegenwoordiger of werknemer van een natuurlijke of rechtspersoon belangstelling heeft in de onderzochte vragen.

§ 2. De zittingen van de afdelingen worden voorgezeten door de Voorzitter of door de Ondervoorzitters, ieder wat hem betreft.

Bij afwezigheid is het voorzitterschap van de zitting waargenomen door de in artikel 11 bedoelde gekozen vertegenwoordiger of door de oudste der aanwezige leden.

§ 3. De voorzitter van de zitting leidt de debatten, licht de beslissingsvoorstellen toe en doet de vragen stemmen.

Elk lid kan eisen dat zijn stemming in het proces-verbaal opgenomen wordt.

§ 4. De voorzitter van elke commissie stelt het lid- of de ledenverslaggever voor de behandeling van de dossiers aan.

In verband met het dossier en op beslissing van de betrokkene afdeling, kan het bureau van elke commissie een onderzoek ter plaatse organiseren nadat de Administratie, de betrokkene eigenaar en, in voorkomend geval, de voorzitter van de provinciale commissie er minstens acht dagen tevoren van verwittigd werden.

**Art. 40. § 1.** In het begin van de zitting wordt een aanwezigheidslijst door de aanwezige leden getekend. De leden die definitief weggaan tekenen ze ook en vermelden het uur van hun vertrek. De voorzitter van de zitting sluit de zitting indien het in artikel 16 bedoelde quorum niet meer bereikt is.

§ 2. De Secretaris van elke commissie stelt het proces-verbaal op en legt het voor aan de Voorzitter. Zodra het goedgekeurd is, wordt het origineel exemplaar door de Voorzitter ondertekend of, bij gebreke, door de Voorzitter van de zitting tijdens dewelke het goedgekeurd werd.

§ 3. De dagorden en de processen-verbaal van de zittingen van de gewestelijke commissie en van haar afdelingen worden aan de Voorzitters van de provinciale commissies gericht.

De dagorde en de processen-verbaal van de zittingen van de provinciale commissies en van hun afdelingen worden aan de voorzitter van de gewestelijke commissie gericht.

§ 4. De adviezen en verslagen van de gewestelijke commissie worden door haar voorzitter voorgedragen, die van de provinciale commissies door hun respectievelijke Voorzitter.

Wanneer het advies door een afdeling gegeven is ondertekend de Ondervoorzitter van de betrokkene afdeling het kennisgevingsontwerp ook.

**Art. 41.** De adviezen en verslagen van de commissies alsmede hun kennisgeving worden door de Secretaris van de betrokkene commissie medeondertekend.

**Art. 42. § 1.** De Voorzitter van de gewestelijke commissie kan bij de Voorzitters van de provinciale commissies één of meerdere punten die vermeld zijn op hun dagorde of op de processen-verbaal van hun zittingen oproepen.

§ 2. Elke oproeping gebeurt schriftelijk, met afschrift gericht naar de Administratie, en loopt vanaf haar ontvangst.

§ 3. De gewestelijke commissie zorgt voor de samenhang van de genomen adviezen alsook van de door de provinciale commissies opgestelde adviezen en verslagen. Voor dit doeleinde kan zij op de rechtspraak betrekking hebbende nota's opstellen die aan alle provinciale commissies gericht worden en waarvan zij een afschrift aan de Administratie doet toekomen.

**Art. 43. § 1.** Elke commissie onderzoekt de moties en voorstellen van haar afdelingen die, uitgezonderd de bijzondere dossiers, betrekking hebben op het algemeen beleid.

Elke commissie kan haar voorstellen mededelen aan elke administratieve overheid van haar ambtsgebied.

§ 2. Tijdens de eerste twee weken van de maand februari van ieder jaar komt de koninklijke Commissie bijeen in plenaire vergadering. Zij hoort de activiteitsverslagen van elke commissie voor het afgelopen jaar.

Het in artikel 34 bedoelde activiteitsverslag van de koninklijke Commissie wordt voorgelegd ter goedkeuring aan het Bureau van de gewestelijke commissie uitgebreid tot de Voorzitters van de provinciale commissies.

**Art. 44.** Buiten de plicht van omzichtigheid en tot de bescheidenheid aan de leden opgelegd bij artikel 36 alsook de bij artikel 39, § 1, voorziene verplichting van onthoud kunnen alle vrijwillige tekortkomingen aan de wettelijke en reglementaire teksten of elke houding die de faam van de koninklijke Commissie schaadt het onderwerp worden van een persoonlijke opmerking vanwege zijn Voorzitter, van een door het Bureau van de gewestelijke commissie besloten berisping, na voorafgaand verhoor van de betrokkene, of van het van ambtswege ontslag, uitgesproken door de Executieve op voordracht van voormeld bureau en van de Minister, de beschouwingen van de betrokkene zijnde erbij gevoegd.

HOOFDSTUK VI. — *Slofbepalingen*

## Art. 45. Worden opgeheven :

1° voor het Waalse Gewest, artikel 4 van het koninklijk besluit van 13 december 1968 betreffende de samenstelling, de organisatie en de bevoegdheid van de koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 1978 en bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 februari 1985;

2° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juli 1989 betreffende de samenstelling, de organisatie en de werking van de koninklijke Commissie voor monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest.

Art. 46. De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologiën en Buitenlandse Betrekkingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 februari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,  
Onderzoek, Technologiën en Buitenlandse Betrekkingen,  
A. LIENARD

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N 90 — 1236

5 APRIL 1990. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende uitvoering van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad van 27 april 1989 betreffende de structurele sanering van de binnenvaart en van de Verordening (E.E.G.) nr. 1102/89 van de Commissie van 27 april 1989 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad inzake de structurele sanering van de binnenvaart

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad van 27 april 1989 betreffende de structurele sanering van de binnenvaart;

Gelet op de Verordening (E.E.G.) nr. 1102/89 van de Commissie van 27 april 1989 ter vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen van de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89 van de Raad inzake de structurele sanering van de binnenvaart, gewijzigd door de Verordening (E.E.G.) nr. 3685/89 van de Commissie van 8 december 1989;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 22 maart 1990 tussen de Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de toepassing van de verordeningen van de Europese Gemeenschappen betreffende de structurele sanering van de binnenvaart;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het stelsel van de gecoördineerde sloopmaatregelen zoals dit is vastgesteld in de Verordening (E.E.G.) nr. 1101/89, in werking is getreden op 1 januari 1990 de nodige uitvoeringsmaatregelen moeten getroffen zijn, ten einde een rechtsvacuüm met de voorschriften van de genoemde E.E.G.-Verordening te vermijden;

## EXECUTIVE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F 90 — 1236

5 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure et du Règlement (C.E.E.) n° 1102/89 de la Commission du 27 avril 1989 fixant certaines mesures d'application du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Traité instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome, le 25 mars 1957, et approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu le Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil du 27 avril 1989 relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure;

Vu le Règlement (C.E.E.) n° 1102/89 de la Commission du 27 avril 1989 fixant certaines mesures d'application du Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 du Conseil relatif à l'assainissement structurel dans la navigation intérieure, modifié par le Règlement (C.E.E.) n° 3685/89 de la Commission du 8 décembre 1989;

Vu loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, notamment l'article 2;

Vu l'accord de coopération du 22 mars 1990 entre l'Etat, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en application des règlements des Communautés européennes au sujet de l'assainissement structurel dans la navigation intérieure;

Vu l'accord du Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le régime des mesures coordonnées de déchargement tel qu'il est défini dans le Règlement (C.E.E.) n° 1101/89 est entré en vigueur le 1er janvier 1990 et que les mesures d'exécution nécessaires doivent être prises pour le 1er mai 1990 au plus tard afin d'éviter un vide juridique avec les prescriptions du Règlement précité de la C.E.E.;